

Le pouvoir aux travailleurs

28 DEC 1975

N° 32

PRIX: 100.F

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)
Pour la construction du parti de la classe ouvrière

SOMMAIRE	PAGES
<u>EDITORIAL:</u>	
- LA DEMOCRATIE DES RICHES EST UNE DICTATURE POUR LES PAUVRES	2 - 4
- ENCORE DES JOURNALISTES ARRETES!	5
- LE VIRUS LE PLUS MEURTRIER, C'EST LE CAPITALISME!	6 - 7
- BAGARRES POUR LES MUNICIPALES...A VENIR	7 - 9
- ENSEIGNEMENT: TOUT MANQUE!	9 - 10
- DES MILLIONS D'ENFANTS VICTIMES DU CAPITALISME!	10 - 11

**LA DEMOCRATIE DES RICHES EST UNE
DICTATURE POUR LES PAUVRES**

Les arrestations d'Abou Drahmane Sangaré, n° 2 du FPI et directeur de publication du groupe "Le Nouvel Horizon", d'Emmanuel Koré, journaliste de la "Voie", d'Ali Kéita, responsable de la restructuration du "Républicain Ivoirien", et de Ladji Sidibé, rédacteur en chef du même journal, ont provoqué un tollé dans les milieux des journalistes et des hommes politiques de l'opposition notamment. Nombreux sont surtout ceux qui y voient les limites de la "démocratie" en Côte d'Ivoire et en appellent à un changement afin que, selon eux, soient respectées les libertés inscrites dans la constitution. C'est le cas, par exemple, de Diégou Bailly, directeur de publication du quotidien "Le Jour" et de Laurent Gbagbo, le leader du FPI.

Interrogé dans les colonnes d'"Info-Soir" du samedi 23 décembre, le premier fait remarquer que la différence entre un "pouvoir dictatorial" et un "pouvoir démocratique" est que l'un "fait taire tout le monde, c'est-à-dire ceux qui ne sont pas d'accord avec lui" alors que l'autre "laisse parler celui qui n'est pas forcément d'accord avec lui". Laurent Gbagbo, quant à lui, est plus explicite : "J'ai toujours dit que nous ne sommes pas dans un pays démocratique", dit-il à propos de ces arrestations. Il explique que son modèle de "démocratie" c'est ce qui se passe en France : "Là-bas, que ne dit-on pas du Premier ministre? Que n'écrit-on pas sur le chef d'Etat? Mais aucun journaliste n'est inquiété (...). C'est ce qu'on appelle un pays démocratique", déclare-t-il dans "La Voie" du 21 décembre.

Au-delà de ceux qui en sont les victimes, ces arrestations sont en réalité un avertissement, une démonstration de force du pouvoir contre tous ceux qui oseraient s'attaquer à son ordre. Elles font partie des méthodes, telles que les rafles dans les quartiers populaires, dont se sert l'Etat pour terroriser l'ensemble de la population, notamment les masses laborieuses en butte à tant de problèmes. Par conséquent, quel que soit leur mobile, tous ceux qui ont protesté, exprimé leur indignation contre ces arrestations ont raison.

Cependant, on ne peut pas limiter la question de la démocratie uniquement à l'état des libertés d'expression comme le font les journalistes et les politiciens de l'opposition. Certes, dans un pays comme la France, il est très rare, voire difficile qu'un journaliste soit poursuivi et emprisonné pour avoir critiqué le pouvoir ou un dignitaire de celui-ci. Dans

bien d'autres domaines aussi les populations jouissent d'un certain nombre de droits que nous ne trouvons pas ici ou qui sont constamment bafoués même s'ils existent dans la constitution. C'est, par exemple, le droit de se réunir, de manifester, etc, et autres acquis démocratiques.

Mais, contrairement à ce que disent les politiciens de l'opposition, si les choses se passent ainsi en France, ce n'est pas parce que le veut la constitution, mais parce que ces droits ont été gagnés de hautes luttes par la population: d'abord par la bourgeoisie, quand elle était révolutionnaire et ambitionnait de transformer la société en fonction de ses intérêts, et ensuite par les luttes des travailleurs qui ont obligé la bourgeoisie au pouvoir à faire certaines concessions. Comme la constitution française elle-même qui est la fille de la grande Révolution de 1789, tous les droits en France sont les fruits de siècles de luttes politiques et sociales multiformes. C'est parce que les libertés élémentaires, comme celle de s'exprimer, ont été arrachées, imposées et transformées en lois par la population en lutte qu'elles sont entrées dans les moeurs et sont en général respectées.

Cela ne signifie évidemment pas que la bourgeoisie et les politiciens français à sa solde soient plus "démocrates", plus respectueux de leurs propres principes que les nôtres. Il y a belle lurette qu'ils sont devenus conservateurs et réactionnaires. Leur démocratisation n'est que de façade. Bien des fois, ils ont piétiné leurs propres principes et soutenu des dictatures hideuses comme celles des partis uniques que des années durant ils ont imposés en Afrique. En France même, si demain, éclate une profonde explosion sociale, qu'elle se généralise et fait planer sur le pays la menace d'une révolution prolétarienne, la bourgeoisie et les dirigeants politiques actuels qu'admirent les Gbagbo et autres sont capables de mettre fin aux libertés démocratiques en faisant appel à un pouvoir dictatorial pour sauver l'ordre des riches, comme en Allemagne sous Hitler porté au pouvoir par le grand capital.

Mais au-delà de toutes ces considérations, c'est l'ordre social en vigueur, le capitalisme qui donne la mesure des limites de la démocratie, même dans les pays riches comme la France. Ce qu'on appelle "la démocratie" là-bas, c'est en réalité la démocratie des riches, des bourgeois, qui eux seuls ont la liberté de faire ce qu'ils veulent parce qu'ils en ont les moyens. Les masses pauvres, les travailleurs, en sont exclus.

Que signifie "la liberté" en France pour des millions d'ouvriers, d'employés qui travaillent mais ont d'énormes difficultés pour s'en sortir ? Que veut dire "la démocratie" pour les plus de 3 millions de chômeurs de ce pays, des milliers des jeunes désœuvrés, sans avenir, des pans entiers

des masses laborieuses qui sombrent dans la misère, n'ont pas de logement, dont certains meurent de froid en hiver et vivent souvent de la charité distribuée sous forme de soupe populaire? On peut aussi poser autant de questions à propos de "la démocratie" aux Etats-Unis, souvent chantée comme un modèle par les politiciens de l'opposition. En effet, dans ce pays; le plus riche du monde, quelle est la place des pauvres, par exemple de la majorité des plus de 20 millions de Noirs américains qui vivent dans des conditions ignobles semblables à celles du Tiers-Monde, à côté du luxe et des richesses colossales qu'étale la bourgeoisie de façon insolente ?

Ces exemples démontrent tout simplement que la dictature ne se mesure pas seulement par la non existence des libertés démocratiques. C'est quelque chose de plus profond qui tient même à la vie des gens. On le voit notamment dans les pays pauvres comme les nôtres. Nos politiciens de l'opposition, qui ne rêvent que de remplacer les dirigeants au pouvoir pour continuer à gérer au profit des riches, ne parlent que des arrestations arbitraires, des répressions et autres atteintes aux libertés élémentaires. Mais derrière ces aspects hideux de la dictature, il y a une autre réalité plus profonde, plus dramatique, qui constitue le fondement de la dictature tout court: c'est celle de la misère, de la pauvreté imposée aux masses laborieuses par une minorité de riches bourgeois.

Quand dans un pays, comme ici en Côte d'Ivoire, des millions de gens travaillent, créent des richesses mais vivent dans la misère, mangent souvent une seule fois par jour alors qu'il ne manque pas de moyens pour améliorer un peu leurs conditions, c'est ça la dictature! Quand des millions de gens vivent dans des taudis, à côté des égouts à ciel ouvert, sont victimes des maladies qu'on peut soigner à moindres frais ou parfois tout simplement avec de l'eau potable, alors qu'on dilapide des dizaines de milliards dans des choses inutiles comme l'armement, c'est aussi ça la dictature! Le sort des enfants des pauvres réduits à être des cireurs de chaussures ou des chômeurs, celui des femmes, des paysannes notamment, faisant des kilomètres à pied pour chercher de l'eau boueuse dans des marigots, accouchant dans des conditions dignes du moyen-âge, voilà encore d'autres aspects de la dictature!

La vraie dictature contre laquelle les masses pauvres doivent lutter, c'est celle-ci: la dictature de la misère imposée par le capitalisme. La lutte pour les libertés démocratiques est inséparable de la lutte contre l'exploitation et la misère. Ce sont les deux aspects d'un même combat, celui de l'émancipation de la société de toutes les oppressions, pour que demain il y ait autant de partis, d'associations, de syndicats qu'on voudra, mais qu'en même temps les richesses soient au service de tous pour résoudre collectivement les problèmes des hommes. Seul le prolétariat a intérêt à s'organiser pour cela et peut mener ce combat jusqu'au bout.

ENCORE DES JOURNALISTES ARRETES!

Cette semaine, un directeur de journal et trois journalistes de l'opposition sont arrêtés et jetés à la MACA (Maison d'Arrêt et de Correction d'Abidjan) où ils attendent d'être jugés en principe le 28 décembre prochain.

Que reproche-t-on à ces journalistes? Les uns (ceux de La Voie, proche du FPI), sont inculpés pour "insulte au chef de l'Etat" et les autres (proches du RDR) sont accusés de "diffamation" à l'égard d'un imam, Diaby Moustapha, fraîchement élu député.

La Voie a, en effet, à la suite de l'échec de l'équipe ASEC-MIMOSA face à l'équipe sud-africaine lors de la coupe d'Afrique des Nations, affirmé que cet échec serait dû à la seule présence de Konan Bédié sur le terrain, parce que celui-ci serait le "malheur" personnifié. Quant à l'autre journal de l'opposition, Le Republicain Ivoirien, il aurait dit que Diaby Moustapha a réussi à se faire élire député en achetant des voix avec de "faux billets" de banque.

La Voie a cherché, comme elle l'a fait, à exploiter politiquement la présence de Bédié sur le terrain. Mais il n'en reste pas moins que son affirmation était évidemment une bêtise et une méchanceté gratuite. Elle prêterait simplement à sourire. Cependant Bédié n'était pas d'humeur à plaisanter, parce qu'avec l'échec de l'ASEC, il a raté une belle occasion de se faire une popularité à bon compte.

Quant à l'autre affaire, celle de l'imam-député qui s'est

estimé diffamé, est-il besoin d'arrêter pour cela des journalistes et de les jeter en prison comme de vulgaires brigands? Non, la réponse brutale est pour le moins disproportionnée aux faits incriminés. Tout se passe comme si le pouvoir a décidé d'intensifier la répression en procédant à de nouvelles arrestations arbitraires et qu'il attendait impatiemment que la première occasion se présente.

En effet, le gouvernement qui ne supporte pas la moindre critique n'a pas hésité à matraquer le n°2 du FPI pour une histoire d'insulte à un ministre. Et quand, lors de la présidentielle, l'opposition a organisé le "boycott actif", le gouvernement a pris cela pour un affront impardonnable. Il a donc décidé de réprimer.

En fait, le successeur de Houphouët n'en est pas à sa première répression. Depuis qu'il est au pouvoir, on ne compte plus le nombre de journalistes arrêtés pendant plusieurs mois avant d'être relâchés. Et les journalistes récemment conduits à la MACA risquent d'y rester au moins pendant plusieurs mois, comme leurs collègues qui les y ont précédés.

Pour les princes qui nous gouvernent, il ne faut dire et écrire que ce que, eux, ils voudraient bien entendre ou lire. Alors ceux qui croient qu'il y a des libertés démocratiques dans ce pays, ils devraient prendre le régime pour ce qu'il est, une dictature.

**LE VIRUS LE PLUS MEURTRIER,
C'EST LE CAPITALISME!**

La presse a beaucoup parlé du virus d'Ebola qui a fait son apparition dans la région de Tabou. Il est transmis à l'homme par les singes. Il a fait parler de lui il y a de cela environ 6 mois, en faisant 250 morts au Zaïre, dans la ville de Kikwit.

Ce virus est dangereux et mortel pour l'homme. Ce n'est pas qu'il ne se soigne pas. Il se soigne. Difficilement peut-être, mais il se soigne. Il n'y a pas longtemps d'ailleurs, une scientifique faisant des recherches dans la forêt de Taï l'avait contracté. Elle a été guérie comme l'est apparemment ce jeune Libérien qui a tant fait parler de lui ces jours-ci.

Le virus d'Ebola est surtout dangereux parce qu'il se propage facilement là où il manque un minimum d'hygiène: l'eau souillée par les selles, les urines, la salive, le vomissement, etc. d'un malade est l'un des principaux vecteurs de transmission. Or, il n'existe quasiment aucune structure sanitaire dans la majorité des villages ainsi que les quartiers pauvres des villes de la Côte d'Ivoire. Il y a quelques jours de cela encore, les quartiers pauvres de la ville de Bouaké ont eu une coupure d'eau durant 5 jours. Il en est de même pour Abobo où l'eau a été coupée durant 3 jours. Et quand bien même l'eau n'est pas coupée, la majorité de la population des grandes villes n'a pas les moyens de bénéficier de l'eau courante. Comme d'ailleurs elle n'a pas les moyens de se soigner convenablement quand elle est malade.

C'est dans ces conditions d'absence criminelle de structures sanitaires que se propagent et se propageront tous les virus d'Ebola. Qu'ils s'appellent la peste ou le choléra. Toutes les conditions sont réunies pour qu'un drame comme à Kikwit au Zaïre -voire en plus grave- éclate en Côte d'Ivoire, en Angola, au Libéria ou au Nigéria. Parce que tous ces pays ont en commun d'être les pays parmi les plus pauvres du monde avec ce que cela signifie comme absence de structures de soins, de protections sociales, et de moyens en argent pour la population pauvre.

Les riches de ces pays ne partagent bien évidemment pas les mêmes risques. D'abord parce qu'ils ont les moyens de vivre dans de meilleures conditions d'hygiène, sans compter qu'ils ont les moyens de prévenir et de se soigner contre toutes sortes de maladies. Et l'Etat est tout à leur service. Quand l'eau a été coupée durant 3 jours à Abobo, pas une seule seconde elle n'a fait défaut dans les quartiers des riches. Et pour cause? La propreté de leurs voitures leur importe plus que la santé de la classe pauvre d'Abobo! Et la vérité, c'est que la vie d'un pauvre n'a aucune valeur pour les riches. Sauf quand cette vie doit leur rapporter de l'argent. Dans ce monde capitaliste, la vie d'un chien appartenant à un riche a autrement plus de valeur que la vie d'un pauvre!

Alors, quand toute la presse parle du virus d'Ebola,

c'est pour faire sensation, pour augmenter la vente des journaux d'abord et ensuite pour noyer le poisson pour que les pauvres ne voient pas clair. Aucun d'entre eux ne dira que le problème n'est pas seulement le virus d'Ebola, mais le système économique actuel, le système capitaliste de l'économie; c'est ce système anachronique qui est en fin de compte le premier responsable de toutes les victimes de maladies, de mauvais accouchements, de paludisme ou du virus d'Ebola.

Combien y a-t-il de victimes de paludisme tous les ans dans la seule Côte d'Ivoire, quand on sait que plus de trois millions d'êtres humains en meurent chaque année dans le monde? Pourtant les mesures de préventions telles qu'une moustiquaire ou la nivaquine ne coûtent pas cher. De même que les médicaments curatifs ne manquent pas. Combien de millions de femmes et d'enfants dans le monde meurent au moment de l'accouchement alors qu'il existe aujourd'hui tous les moyens pour ramener ce chiffre à zéro!

Ce ne sont là que deux

exemples parmi tant d'autres. Ce ne sont pas des virus d'Ebola et pourtant, dans le fond, ils le sont dans le nombre de morts qu'ils font. Parce que, au fond, le vrai problème n'est pas un quelconque virus d'Ebola, de Sida ou d'autres virus aux noms plus affreux que ceux-là. Le véritable problème est ce système mis en place par les riches pour les servir. C'est ce système économique qui permet l'exploitation de la majorité pauvre par la minorité riche.

Et si les pauvres ne veulent plus mourir, ils n'ont pas d'autre choix que de s'organiser pour tuer ce système capitaliste en arrachant les richesses des mains des exploités, en détruisant leur pouvoir politique - leur pouvoir d'Etat; en prenant eux-mêmes le contrôle de l'économie et de l'Etat. En mettant fin à ce système barbare, les prolétaires le remplaceront par un système qui prend en compte non pas le profit de quelques-uns mais les intérêts de la majorité: le socialisme est plus que jamais à l'ordre du jour pour les pauvres.

BAGARRES POUR LES MUNICIPALES A VENIR!

Après la présidentielle en octobre dernier et les législatives en novembre, les municipales, qui devaient avoir lieu dans la foulée en décembre, sont reportées d'abord en janvier, puis finalement en février 96. D'ici là, il n'est d'ailleurs pas sûr que cette dernière date soit définitivement retenue. Pourquoi, ces reports

successifs des municipales?

Eh bien, aussi paradoxal que cela puisse paraître, le PDCI au pouvoir depuis plusieurs décennies n'est pas encore prêt pour ces élections dont l'organisation (tout comme celle des autres élections d'ailleurs) repose sur lui seul. Autrement dit, c'est ce parti qui décide

des dates, des modalités d'élections et autres. Mais malgré le fait d'être le seul maître des règles du jeu, il n'arrive pas à se décider à aller aux élections.

Les bagarres que nous avons observées, lors des législatives, au sein du PDCI ainsi qu'au sein du Front Républicain (coalition des partis d'opposition) ont repris de plus belle à l'approche des municipales. Ainsi, dans plusieurs communes, il y a de deux à cinq listes au moins au nom du PDCI. Cela est par exemple le cas à Sinématiali où il y a deux listes concurrentes et à Bouaké cinq listes pour le compte du même parti. Dans certaines communes d'Abidjan la bataille s'annonce déjà très musclée, si l'on en juge par ce qui s'est passé il y a quelques jours à Adjamé où des partisans de deux candidats PDCI (l'un est le maire sortant) se sont affrontés avec des barres de fer et des gourdins. Bilan: plusieurs blessés.

Du côté de l'opposition, notamment les partis membres du Front Républicain n'arrivent pas non plus à s'entendre pour présenter des listes communes. Dans beaucoup de communes telles que Koumassi, Adjamé et Cocody, ces partis multiplient des réunions sans arriver à se mettre d'accord sur une liste unique. Il en est de même à Daloa ou à Bouaké par exemple où l'opposition aurait pu gagner les législatives si elle était unie, celle-ci ne semble pas encore tirer les leçons de sa défaite, comme le voudrait le bon sens (mais après tout c'est son problème). Même à Abobo, les deux candidates (du FPI et du RDR) sont divisées sur le choix de la tête de liste, alors qu'aux législatives (où elles ont remporté les deux sièges), elles

étaient tellement unies qu'on les appelait des "jumelles".

Tout ce beau monde s'entre-déchire non pas, bien évidemment, pour se mettre au service de la collectivité, mais pour se servir. Tout le monde sait qu'être à la tête d'une commune (riche si possible), cela permet de percevoir des impôts et des taxes de toutes sortes sur les sociétés. Une toute petite part des sommes ainsi collectées va dans la caisse de la commune. Mais l'autre partie, la plus grosse, est invariablement détournée. A cela viennent s'ajouter des transactions ténébreuses, telles que la vente -pour son propre compte- des pans entiers des terrains appartenant à la commune, sans parler du racket permanent des pauvres sous des prétextes divers.

C'est de cette manière que ceux qui sont à la tête des communes se constituent des fortunes importantes au bout de quelques années. La mafia à la place de ces gens n'aurait pas pu faire pire. Il n'est donc pas étonnant que des candidats à l'enrichissement personnel se bousculent, se battent pour se présenter aux municipales. Et une fois élus, ils ne veulent plus céder leur place à d'autres. Ils transforment la commune en un fief, en une propriété privée à la tête de laquelle leur succèdent parfois leurs propres fils, au moins aussi margoulins qu'eux.

Mais le nombre des communes est limité et les candidats trop nombreux. D'autant plus que certains, comme Kouassi Lenoir ne veulent lâcher le morceau à aucun prix. Celui-ci est à la tête de Treichville depuis l'indépendance -sans interruption! Dans ces

conditions, comment faire pour donner des cadeaux aux amis et calmer un peu les appétits ardents des jeunes loups du parti? Le PDCI vient de trouver une solution en créant de nouvelles communes. Mais malgré toute sa bonne volonté, il est impossible de satisfaire tout le

monde.

D'où les bagarres auxquelles nous assistons, tant au sein du PDCI qu'à celui de l'opposition. Mais ce n'est que le début d'un spectacle - dégoûtant!

ENSEIGNEMENT : TOUT MANQUE!

Après deux reports successifs, la rentrée scolaire 95/96 est officiellement effective depuis le 02 novembre. Et pourtant, près de deux mois après, bon nombre d'établissements scolaires n'ont pas vraiment démarré les cours. Cela est le cas par exemple du Lycée Moderne d'Abobo où les élèves des seconde et première, selon la presse, n'auraient même pas reçu le moindre cours par "manque d'enseignants, de salles de classe et de matériels pédagogiques".

Les mêmes problèmes se retrouvent un peu partout, de l'école primaire à l'université. Depuis quelques temps en tout cas, la presse relève d'autres exemples qui montrent bien que le Lycée Moderne d'Abobo n'est pas un cas isolé.

Pourquoi est-ce que le gouvernement ne donne pas plus d'importance que ça à l'instruction des jeunes? Est-ce que la bourgeoisie ne trouve pas son intérêt dans la bonne formation des jeunes en général et des enfants des prolétaires en particulier, quand on sait qu'en dernier ressort, c'est elle qui emploiera tout ce monde comme employés de bureau, techniciens

ou ouvriers dans ses entreprises?

Oui, bien sûr! Et l'Etat, dans les 10 ou 15 ans qui ont suivi l'indépendance, c'est-à-dire à une époque où il en avait encore les moyens, a investi un peu dans ce domaine. Mais même pendant cette période-là, les enfants des pauvres, surtout dans le milieu rural, n'étaient pas les plus scolarisés.

Mais depuis le début des années 80 notamment, avec l'effondrement des prix du cacao et du café, les recettes de l'Etat se font rares. Non seulement les caisses de l'Etat sont désespérément vides, mais celui-ci est endetté jusqu'au cou. Pour pouvoir rembourser une partie de ses dettes, il essaie de vendre tout ce qu'il peut vendre: sociétés étatiques et actions. Il fait des économies en se débarrassant de ses obligations des services publics (santé, postes, transports, etc). Et l'Education n'échappe pas à cette règle. L'Etat se désengagera de plus en plus de l'Education. Et celle-ci deviendra de plus en plus privée. Dans ce cas, cela veut dire que la sélection par l'argent écartera encore plus de

l'école les enfants des pauvres.

C'est depuis 90 que l'Etat s'est engagé dans cette politique d'austérité. Il poursuivra cette politique sans état d'âme. D'autant plus que, aujourd'hui avec la crise, il existe déjà une sorte d'armée de réserve des chômeurs intellectuels. En effet, on voit des élèves de toutes formations sortir fraîchement de l'école, diplôme en poche - médecine, enseignement, électricité, informatique, comptabilité, etc, qui pour la plupart sont réduits au chômage.

Les entreprises existantes trouvent sur le marché de l'emploi plus de diplômés qu'il ne leur en faut. De nouvelles entreprises se font rares parce que la bourgeoisie ne trouve plus son compte dans un investissement productif: elle n'a pas pour vocation de "développer le pays" mais de faire du profit! La Fonction publique elle-même embauche rarement et sur concours! Ainsi, pour le récent recrutement par concours de 1.093 instituteurs adjoints (quelle misère! alors qu'il en faudrait

des milliers), il y avait plus de 8.000 candidats.

C'est dire que la société actuelle, malade de sa production marchande, de sa crise économique, n'a pas grand-chose à donner à la plupart des jeunes de Côte d'Ivoire. Elle ne leur offre aucun avenir. Le seul avenir des jeunes issus de la classe pauvre, c'est ce qu'on voit déjà aujourd'hui: le chômage pour la majorité; quelquefois un travail mais de plus en plus précaire et de plus en plus mal payé; un salaire qui suffit de moins en moins à mener une vie normale du fait de la cherté de la vie, mais aussi du nombre de chômeurs grandissant au sein même de chaque famille et qui pèsent nécessairement sur ceux qui ont un revenu.

Pour s'en sortir et avoir une vie digne de ce nom, ils ont tout intérêt à se battre pour une transformation radicale de la société. C'est vers un tel objectif qu'ils doivent tendre tous leurs efforts physiques et intellectuels.

**DES MILLIONS D'ENFANTS
VICTIMES DU CAPITALISME!**

Au cours d'une conférence de presse tenue le 11 décembre dernier au siège de l'UNICEF à Abidjan, la représentante locale de cette organisation, a présenté le rapport 96 de l'UNICEF dans lequel elle a brossé un tableau dramatique de la situation des enfants dans le monde, notamment dans les pays victimes des

guerres. Ainsi elle a déclaré qu'"en dix années de guerre, 2 millions d'enfants ont été tués, 10 millions sont traumatisés".

Pour donner des exemples précis, elle a fait savoir qu'entre 1980 et 1988, en Angola, "330 000 enfants sont morts" du fait de la guerre,

"20% ont été séparés de leurs familles, 66% ont été témoins d'assassinats pendant que 67% ont souffert de tortures". Dans la même période, au Mozambique, il y a eu encore plus de victimes: "490.000 enfants sont morts à cause de la guerre", sans parler de ce qui s'est passé au Rwanda.

Si on ajoute à cela les millions d'autres enfants à travers le monde qui meurent de famine, de maladies et autre malnutrition, il en ressort un tableau plus que sombre et révoltant: ce sont des centaines de millions d'enfants qui sont victimes de la violence et autres fléaux !

Mais doit-on se contenter tout simplement du constat des faits, aussi révoltants soient-ils ? D'où vient le fait qu'à l'époque actuelle l'humanité patauge encore dans une telle barbarie ? Certains parlent de "l'irresponsabilité des hommes" en général. D'autres en imputent la responsabilité aux chefs de guerre et autres crapules assoiffées de pouvoir, si ce n'est aux haines ethniques, etc. Mais la source profonde des maladies, de la famine, de la malnutrition et des diverses violences qui emportent la vie des dizaines de millions d'enfants à travers le monde est l'ordre social actuel: le capitalisme.

Jamais l'humanité n'a été aussi riche qu'aujourd'hui. A l'échelle du monde, il existe des richesses et des moyens

techniques et scientifiques colossaux qui puissent permettre de nourrir, de loger, de soigner, de vêtir, d'éduquer; dans les conditions les meilleures qui soient, tous les hommes de la planète. Mais le capitalisme veut que cette richesse énorme qui est le patrimoine de l'humanité entière soit accaparée par une minorité de riches parasites pour faire du profit et non pour résoudre les problèmes des hommes.

En concentrant les richesses entre les mains d'une minorité de bourgeois, en faisant du profit le but essentiel de l'économie, le capitalisme enlève ainsi à l'écrasante majorité des hommes sur la planète toute possibilité de vie digne de notre époque et les enfonce de plus en plus dans la misère. Et c'est sur le terreau de la misère, dont sont victimes surtout les pays sous-développés, que poussent les maladies, la famine mais aussi les différentes guerres criminelles provoquées souvent par des politiciens démagogues qui s'appuient parfois sur l'exaspération des masses pauvres contre leurs conditions pour les détourner vers des voies sans issue, comme les conflits ethniques ou nationaux.

Voilà la source profonde de la mort de millions d'enfants à travers le monde. Et rien que pour ça, il est grand temps que l'humanité se débarrasse du capitalisme, ce système pourri et barbare!

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale.

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.